

**SYNTHÈSE DE LA DISCUSSION DU FSN FORUM**  
**COMBLER L'ÉCART - LIER INFORMATIONS SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET PRISE**  
**DE DÉCISION**  
**DU 9 JUILLET AU 15 AOÛT 2008**

**Compte rendu accessible à**

[http://km.fao.org/fileadmin/user\\_upload/fsn/docs/PROCEEDINGS\\_Linking\\_FS\\_InfotoEffectiveDecisionMaking.doc](http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/PROCEEDINGS_Linking_FS_InfotoEffectiveDecisionMaking.doc)

## **I. POINTS SOULEVÉS**

---

- Il faut améliorer les mécanismes de prévention des crises alimentaires et de réaction à leur survenue afin de traiter les déterminants et la nature dynamique de l'insécurité alimentaire et d'éviter la mobilisation répétée de l'aide d'urgence et de l'aide alimentaire. (D. Blariaux)
- Il est très difficile de parvenir à un consensus entre les intéressés. Cette tâche est souvent entravée par l'interférence des politiques et, une fois atteint, le consensus n'aboutit pas toujours à la prise de décision. (D. Blariaux)
- Les informations sur la sécurité alimentaire (SA) collectées, analysées et diffusées souvent à grands frais interviennent peu dans la prise de décision, même dans les pays où la prévalence de l'insécurité alimentaire est très élevée. Améliorer la qualité des informations ne débouchera pas automatiquement sur des décisions plus rationnelles. (F. Trine)
- Il faut renforcer le système d'information de base sur l'alimentation (informations pas seulement agricoles) au niveau des consommateurs et dans les filières (ou chaînes de valeur). (R.A. Best)

## **II. LACUNES, FACTEURS INFLUANT SUR LES SYSTÈMES D'INFORMATION SUR LA SA ET SUGGESTIONS**

---

### **1. Lacunes des systèmes d'information sur la SA**

#### **▪ Lacunes relatives à la disponibilité et à la qualité des informations sur la SA**

- Absence ou insuffisance de systèmes d'information sur la sécurité alimentaire (J. Opio-Odongo)
- Les données issues des systèmes d'information sur la SA sont fournies trop tard ou sous une forme que les décideurs ne peuvent pas utiliser efficacement. (J. Opio-Odongo, R. A. Best)

#### **▪ Lacunes relatives à la génération et à la communication des informations sur la SA**

- Il manque au système d'information un module de formation donnant accès aux enseignements des diverses initiatives de lutte contre l'insécurité alimentaire. (J. Opio-Odongo).
- Les spécialistes des informations se focalisent trop sur les détails de l'évaluation et de l'analyse et ont **beaucoup de mal à traduire ces informations complexes en recommandations claires de politiques et de programmes**. (R. Verduijn)
- Dans de nombreux pays, **la plupart des responsables de l'élaboration des politiques sont des politiciens qui ne possèdent pas un esprit technique, systématique et analytique**, une situation encore aggravée par le grave manque d'informations/données, de compétences et de capacités que requièrent la prise de décisions et leur application. (E F. A. Ismail)

- Les informations disponibles ne sont **pas suffisamment partagées** avec les intéressés, surtout les populations vulnérables qui en ont besoin pour faire pression sur les personnes obligées de répondre à leurs besoins et sur les décideurs. (J. Opio-Odongo, F. Trine)

## 2. Facteurs influant sur les systèmes d'information sur la SA et sur les liens entre ces informations et la prise de décision

### ▪ Facteurs jouant sur la génération et la communication des informations :

- Les **formes sous lesquelles les informations techniques sont présentées aux divers intéressés** déterminent la motivation ultime à agir. Il faut que l'analyse soit à la fois facile à comprendre et basée sur des faits solides (J. Opio-Odongo, D. Melvin). Très souvent, les **responsables de l'élaboration des politiques** ne veulent pas d'un surcroît de détails ou de cartes affinant toujours plus l'analyse de la situation. Ils veulent simplement entendre une opinion. (R. Verduijn)
- Publics importants : les médias et les organisations de la société civile (D. Melvin)

### • Facteurs jouant sur l'utilisation des informations dans la prise de décision :

- Certaines études sur les politiques montrent que leur élaboration intervient dans un contexte large et subit de fait l'influence de **fluctuations de la sensibilité publique** provoquées par les médias et des groupes de sensibilisation actifs. (D. Melvin)
- La mesure dans laquelle les décideurs doivent justifier la rationalité de leur décision sur la base d'informations objectives dépend, par exemple, des habitudes culturelles, du niveau de démocratie et de transparence, de la pression des organisations de la société civile, etc. (F. Trine)
- Coordination des décideurs (harmonisation des politiques, alignement sur les politiques gouvernementales ; voir la Déclaration de Paris) (F. Trine)
- Priorité accordée à la sécurité alimentaire dans l'agenda du développement et « concurrence » avec d'autres priorités (F. Trine)
- Cadre institutionnel de la sécurité alimentaire : l'existence d'une institution multisectorielle dotée d'une capacité suffisante, responsable de la coordination des parties prenantes à la sécurité alimentaire et des initiatives, est essentielle pour réussir. (F. Trine)
- Capacité des décideurs à utiliser des informations pour prendre leurs décisions en général ; connaissances et compétences des décideurs en matière de sécurité alimentaire en particulier (F. Trine)
- La vraie réponse à un recours accru à une prise de décision basée sur des faits ne se trouve pas dans la communauté des spécialistes des informations elle-même mais dans **l'interaction avec les spécialistes des politiques et de la planification d'autres secteurs**. (R. Verduijn)

### • Facteurs jouant sur les processus de création de consensus et d'harmonisation

- Un aspect crucial de l'harmonisation tient à **l'interface avec le système national de prévention des catastrophes et de réponse**. Ceci est essentiel compte tenu de la vulnérabilité croissante du système alimentaire aux impacts de la variabilité et du changement climatiques. (J. Opio-Odongo)
- Les messages aux décideurs seraient sans doute faibles et vagues sans consensus technique sur les niveaux de diagnostic et de réponse entre tous les acteurs concernés (État, donateurs et société civile). (D. Blariaux)
- Les spécialistes en informations sur la SA auront toujours du mal à atteindre directement les décideurs. **La communauté des planificateurs et des responsables de l'élaboration des politiques est beaucoup plus proche des décideurs** et possède les

compétences pour traduire nos messages complexes en actions sectorielles budgétées. (R. Verduijn)

- L'impact des informations sur la prise de décision requiert (F.Trine)
  - ✓ un engagement et des efforts soutenus et durables de la part des États et des partenaires du développement ;
  - ✓ **l'admission** que les informations sur la sécurité alimentaire ne sont que l'un des facteurs qui influent sur les décideurs. Les **processus de prise de décision sont nécessairement influencés par d'autres facteurs légitimes.**

### 3. Suggestions

- **Éléments généraux pouvant améliorer l'architecture du système d'information :**
  - Le système d'information doit être guidé par les politiques et les stratégies nationales en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire (J. Opio-Odongo). Les producteurs d'informations doivent effectuer un travail préparatoire d'étude détaillée de l'environnement régional et national des politiques, élaborer des scénarios et tester les effets des changements de politique sur différents groupes socioéconomiques. Il sera ainsi possible d'effectuer l'analyse des coûts/bénéfices des options les plus réalistes et de la présenter ensuite au Gouvernement. (R. Verduijn)
  - Le système d'information doit bénéficier correctement des connaissances scientifiques et techniques existantes en matière de sécurité alimentaire et de nutrition.
  - Il ne doit pas être une simple base de données, mais il doit pouvoir extraire les informations essentielles du sous-système de données pour fournir aux utilisateurs des informations basées sur des faits leur permettant d'agir.
  - Il doit puiser dans les enseignements tirés des divers efforts de gestion de la sécurité alimentaire dans le pays.
  - Il doit impérativement répondre directement aux besoins des utilisateurs des informations et des niveaux nationaux et sous-nationaux (J. Opio-Odongo, D.Melvin). Pour ce faire, on peut faire appel à la cartographie institutionnelle : un rapport destiné directement au décideur sera bref, non technique et comprendra éventuellement des recommandations applicables. Destiné à l'équipe qui prépare les informations pour le décideur, il sera peut-être plus détaillé. (D. Melvin)
  - Les producteurs des informations doivent attirer l'attention sur le fait que les décisions doivent être économiques, par exemple en évaluant leurs impacts potentiels le plus tôt possible dans le processus de décision ou de politique. (E.A. Ismail)
  - Il faut s'assurer d'une interaction adéquate entre les producteurs et les utilisateurs des informations. (J. Opio-Odongo). Voici quelques règles de base d'une bonne communication (D. Melvin) :
    1. Déterminer le public principal de manière très spécifique  
*(qui sont les principaux intéressés et décideurs ; processus de prise de décision autour des actions de sécurité alimentaire)*
    2. Déterminer comment ce public utilisera les informations  
*(si les informations seront utilisées pour prendre des décisions et comment)*
    3. Adapter les informations aux besoins des divers groupes cibles
    4. Suivre l'utilisation des données. Si elles ne sont pas utilisées, discuter de ce qu'il faut faire pour améliorer les informations que vous produisez.  
*(mesure dans laquelle les informations fournies répondent à la demande, ce qui constitue un aspect essentiel de la durabilité du SISA)*

- **Suggestions relatives à la création de consensus et à l'harmonisation :**

- Les producteurs des informations doivent promouvoir les **activités de renforcement des capacités** (E. A. Ismail, J. Opio-Odongo). Le renforcement des capacités aux niveaux sous-nationaux permet aux décideurs et aux autres intéressés, non seulement d'accéder aux informations disponibles et de s'en servir, mais aussi d'apprendre à adapter les éléments du système d'information à leur situation locale afin de générer des données et des informations pertinentes que le système d'information national ne serait peut-être pas en mesure de fournir de manière adéquate (J. Opio-Odongo). Les activités de renforcement des capacités doivent inclure (E. A. Ismail) :
  - ✓ **programmes de formation et de conseil destinés au personnel senior** sur les bonnes méthodes d'utilisation des techniques d'évaluation d'impact et d'évaluation économique pour prendre des décisions ;
  - ✓ **anciens élèves** donnant accès à des **connaissances, des outils et des ressources affinés pertinents pour les politiques sous forme de supports électroniques et de documents papier** ;
  - ✓ **renforcement des capacités d'action politique aux niveaux locaux, nationaux et régionaux** par le biais d'ateliers techniques regroupant responsables de l'élaboration des politiques, scientifiques et militants de la société civile dans le but d'avaliser un mécanisme viable d'apprentissage des différentes manières de « cuisiner » une décision, ainsi que des différents canaux, coûts et impacts.
- Acquérir des compétences civiques, surtout dans le secteur rural, en se servant du système local comme plate-forme de dialogue avec les décideurs. (J. Opio-Odongo)
- S'il existe déjà des capacités en évaluation/alerte et analyse de vulnérabilité, par exemple, mais dispersées dans plusieurs organismes d'un pays, leur maîtrise coordonnée et le partage adéquat des résultats des évaluations et des analyses seraient bénéfiques. (J. Opio-Odongo)
- La collecte et l'analyse des informations sur la SA nécessaires à un **processus de négociation** aux niveaux du diagnostic, de l'évaluation des besoins et de la réponse, ne pourraient s'effectuer que par le biais d'une coordination participative entre plusieurs partenaires et un processus de pilotage, ainsi qu'une configuration institutionnelle propre au pays et des mécanismes de coordination régionaux. (D. Blariaux)
- Le consensus serait atteint indirectement par injection dans l'évaluation de l'aide alimentaire d'informations sur la commercialisation et de la décision politique existante et anticipée. (E. Elamin)
- **Autres suggestions** (E.A. Ismail) :
  - Traduire les informations de la base de connaissances internationale sur la « prise de décision efficace » en outils et actions pratiques de politiques à tous les niveaux des pays et incorporant tous les aspects (décisions sociales, économiques et politiques).
  - Capitaliser sur l'investissement initial dans des méthodes d'aide à la prise de décision telles que évaluation économique et évaluation d'impact
  - Organiser des forums/alliances entre gouvernement et secteurs de la société civile pour évaluer et recommander des politiques intégrées sur l'un des points soulevés avant la mise en oeuvre plutôt que de s'appuyer sur l'opinion d'un seul ministre (en général *ad hoc*).

### III. INITIATIVES PERTINENTES ET ENSEIGNEMENTS

---

- **Évaluation statistique et technique du MINFSS (système intégré de surveillance nutritionnelle et alimentaire) du Malawi** (Charles Teller) : le MINFSS a été conçu en 2002-

2003 pour suivre l'évolution de la malnutrition infantile aiguë et le manque d'accès à la nourriture des ménages pendant une période de crise aiguë, ainsi pour déclencher des activités de traitement et de récupération nutritionnels. Selon la nouvelle politique nutritionnelle nationale du gouvernement le principal problème nutritionnel du Malawi aujourd'hui en termes de développement humain et social à long terme est le **retard de croissance** chronique **des mères** et des jeunes enfants.

- **Améliorer les mécanismes de prévention** : le système a remis l'accent sur la prévention du retard de croissance à long terme.
- **Harmoniser les approches des donateurs et des gouvernements** : le système d'information sur l'alimentation et la nutrition doit se montrer réactif aux besoins en données de tous les types d'actions de sécurité alimentaire et de nutrition, saisonnières et durables.
- **Parvenir au consensus entre les intéressés** :
  - ✓ Les trois années de consensus en matière de politique et de stratégies alimentaires et nutritionnelles nationales du Malawi pour 2008-2011 devraient désormais guider les donateurs et les intéressés nationaux et régionaux.
  - ✓ Il n'est pas possible d'atteindre un consensus technique, ni de s'attendre à ce qu'il influence la mise en œuvre des politiques et des stratégies, si les rapports de surveillance mensuels ne sont pas compris et manquent de crédibilité. Maintenant qu'il existe un consensus croissant sur la nécessité d'améliorer l'appropriation locale et le contrôle de la qualité des données du système, les apports techniques et la prise de décision politique devraient pouvoir s'harmoniser.
- **Programme « L'information pour l'action » de la CE et de la FAO : atelier de formation participatif de cinq jours dans 7 pays** visant à améliorer la qualité des produits d'information sur la sécurité alimentaire (rapports, sites Internet, cartes, etc.).
  - **Résultats atteints peu de temps après la formation** :
    - ✓ Sensibilisation accrue des participants à l'importance de produire des produits d'information sur la sécurité alimentaire qui facilitent la prise de décision et aux facteurs qui jouent sur l'utilisation des informations dans la prise de décision
    - ✓ Création d'un consensus et appropriation des points prioritaires à traiter pour améliorer les produits d'information
    - ✓ Collaboration et création de réseaux entre institutions centrales et décentralisées
    - ✓ Promotion du dialogue et de la création de réseaux entre les décideurs et les analystes en sécurité alimentaire et au sein de chacune de ces communautés
  - **L'évaluation des résultats plusieurs mois après la formation** a montré un impact significatif, par exemple sur la qualité des informations produites, sur la communication entre analystes en sécurité alimentaire et décideurs, ainsi que sur l'attitude des analystes en sécurité alimentaire, qui sont devenus plus orientés action.
  - **Des actions de suivi** ont été définies pour avancer sur la base des résultats acquis, partageables sur demande.

#### IV. RÉFÉRENCES

---

- CARICOM, « An assessment of the agri-food distribution services industry in Caricom », **Recommendations for CARICOM Participation in services trade negotiations**, chapitre 8, [http://www.crnw.org/documents/studies/Assessment\\_of\\_CARICOM\\_Agri-food\\_Distribution\\_Services.pdf](http://www.crnw.org/documents/studies/Assessment_of_CARICOM_Agri-food_Distribution_Services.pdf)
- Programme de la CE et de la FAO « L'information pour l'action » - **Formation en ligne à la sécurité alimentaire visant le renforcement des capacités en matière de Système**

**d'information de sécurité alimentaire national.** Tous les cours sont accessibles à [www.foodsec.org/dl](http://www.foodsec.org/dl). Ils portent en particulier sur :

- **Systèmes et réseaux d'information sur la sécurité alimentaire**
- **Préparer un rapport sur la sécurité alimentaire**
- Programme de la CE et de la FAO « L'information pour l'action » - **Réaliser des produits d'information sur la sécurité alimentaire pour l'action** à [http://www.foodsec.org/tr\\_fsip.htm](http://www.foodsec.org/tr_fsip.htm).
- Synthèse de la réunion du Forum sur le thème « **Drawing Lessons from Food Security and Nutrition research. Analysis and information for improved decision making and response** » à [http://km.fao.org/fileadmin/user\\_upload/fsn/docs/Final\\_summary\\_16Oct-16Nov\\_drawing\\_lessons\\_FSN\\_info.doc](http://km.fao.org/fileadmin/user_upload/fsn/docs/Final_summary_16Oct-16Nov_drawing_lessons_FSN_info.doc).